



N/Ref : 055/04/10

DECLARATION DES ELUS FSU AU CTPA DU 22 AVRIL 2010

Monsieur le Recteur,

La FSU Martinique et ses composantes de l'Enseignement du Second Degré, le SNES, le SNEP ne siégeons pas à ce CTPA du 22 avril 2010.

Nous n'ignorons pas que la politique que vous menez est étroitement dépendante de celle de votre ministère, elle-même impulsée par le Président de la République et son gouvernement. Cela signifie que les suppressions de postes que vos services ont annoncées et que ce CTPA s'apprête à faire semblant d'examiner sont décidées par un ministère dont la politique consiste – sous couvert de restrictions et d'économies – à réduire drastiquement dans nos établissements scolaires le nombre de personnels enseignants de près d'un quart depuis 10 ans. Par voie de conséquence – et par politique – vous augmentez considérablement la précarité de personnels dont le contrat avec l'Etat se trouve brutalement transformé. Anciennement on établissait un titulaire dans un poste maintenant on l'établit à couvrir une zone, voire bientôt d'un pays !

Or, lorsqu'on touche à l'Ecole en Martinique, on touche à un symbole fort puisque c'est par l'école et la départementalisation que les Martiniquais ont entendu s'émanciper de la servitude et accéder à l'égalité républicaine à part entière. Tous les immigrés le savent, comme plusieurs de nos recteurs et comme vous-mêmes, lorsqu'on n'a pas de fortune, c'est par l'école qu'on peut émerger socialement.

Malheureusement, force nous est de reconnaître que cette égalité républicaine tarde à se faire jour en Martinique tout simplement parce que l'ensemble de nos ratios (réussite scolaire, taux de passage d'un cycle à un autre, origines sociales défavorisées) est au rouge, bien au-delà des moyennes de l'Hexagone. On pourrait ajouter à ce tableau l'absence de véritables infrastructures et de matériels pédagogiques, l'informatique défailante, ainsi qu'un bâti catastrophique.

Vous nous avez cependant annoncé, monsieur le Recteur, qu'on pouvait – malgré une politique économique fondée sur la pénurie budgétaire – faire des progrès en faveur des élèves martiniquais. Où sont-ils ? Vous avez de même récemment annoncé, monsieur le Recteur, qu'il fallait se mettre au travail. Est-ce en supprimant des postes que vous avez mis l'Education au travail ? Comment est-il possible de mettre des gens au travail ? L'expression elle-même nous ramène à un passé que nous croyions révolu.

Nos professeurs, votre personnel, monsieur le Recteur, se dévouent d'abord par idéal, ensuite par amour d'un métier en lequel ils croient, enfin parce qu'ils reçoivent un salaire. Dès lors que le dévouement d'années de travail est récompensé par des suppressions de postes, des conditions de travail de plus en plus difficiles, et une dégradation du pouvoir d'achat ... – en attendant une

**Fédération Syndicale Unitaire
Section de la Martinique**

hypothétique retraite dont la somme fond à mesure que le gouvernement réforme –, dès lors que nos métiers n'ont plus rien à voir avec l'engagement initial que les uns et les autres ont souscrit, comment voulez-vous, monsieur le Recteur obtenir plus de vos subordonnés ?

Comment peut-on même exiger plus de ceux qui s'aperçoivent que le patronat, en France, reçoit des salaires colossaux alors que la crise est passée par là et que les entreprises ferment ? Comment pouvons-nous trouver normal qu'un ministre ou un secrétaire d'Etat dépense plus de 113000 euros d'avion pour assister à une réunion sur Haïti en Martinique ? Comment, les soutiers que nous sommes peuvent-ils comprendre qu'on réclame toujours plus d'eux lorsque ceux qui nous dirigent semblent ne faire aucune différence entre l'argent de l'Etat et le leur ? Et nous ne pouvons accepter les miettes qu'on nous concède royalement en en guise de revalorisation. La République nécessite une morale qui ne semble plus avoir cours avec ce gouvernement.

Dès lors, nous ne pouvons accepter la suppression de 110 emplois en Martinique, ni que les stagiaires soient affectés sur 18 heures parce que les enseignants ne sont pas des galériens qu'on envoie au bagne pour un pain dérobé. Outre la difficulté de plus en plus grande du métier, outre la disponibilité de plus en plus nécessaire pour écouter des individus déstabilisés par le bouleversement du monde, nous avons un idéal de formation et de réussite pour nos élèves. Nous restons convaincus que ce n'est pas en répondant à des ratios économiques qu'on offrira aux enfants du pays un avenir satisfaisant et la possibilité de sortir de notre isolement, de notre fragilité. Les suppressions de postes correspondent, dites-vous, à la baisse de la natalité ? Mais alors comment expliquer que ce sont les collègues qui en supportent la plus grande part alors qu'ils ne sont concernés que par moins du tiers de cette baisse ? Comment faire comprendre à nos collègues qui s'échinent à relever le niveau de leur établissement ambition réussite que c'est en augmentant le nombre des élèves dans leur classe qu'ils obtiendront de meilleurs résultats ? Comment expliquer aux professeurs que l'on ferme un poste pour le transformer en blocs de moyens provisoires et qu'on précarise des métiers qui, pour s'exercer au mieux de l'intérêt des élèves, nécessite qu'on s'investisse dans l'établissement et qu'on pérennise l'emploi ? Comment expliquer enfin aux nouveaux jeunes stagiaires et aux parents qu'on jettera nos collègues dans l'arène sans préparation, à temps complet – malgré la lourdeur des préparations –, et qu'on les remplacera par des étudiants le temps de leur formation ?

L'Education est la seule richesse du pauvre. Or nous sommes un pays encore pauvre dans l'ensemble ; et toucher à notre éducation consiste à nous appauvrir une seconde fois. Nous savons, parce que nous connaissons bien notre métier, que ces suppressions n'ont pour fonction que de préparer une dégradation du service public de l'éducation, et nous ne pouvons l'accepter. Nous restons viscéralement attachés à une formation humaniste et citoyenne de l'individu et nous ne pouvons accepter le sacrifice de générations sur l'autel d'un libéralisme forcé.

Les réformes que vous conduisez sous cette forme courent le risque d'embraser l'école en Martinique en cette fin d'année déjà tendue par la crise économique. Il est encore temps de rendre aux établissements les classes supprimées afin d'apaiser le climat. C'est en tout cas le vœu du SNES, du SNEP et de la FSU.